

Afghanistan: coup d'arrêt pour les droits

Droits & Libertés
a demandé à
Sayed Abdullah
Ahmadi, défenseur
des droits en
Afghanistan depuis
une vingtaine
d'années et exilé
en France,
de nous parler de la
situation des droits
fondamentaux
et de ses souhaits
pour son pays⁽¹⁾.



© DR

Suite à la prise de contrôle par les talibans en Afghanistan, tout ce qui avait été accompli en matière de droits de l'Homme et de démocratie dans le pays s'est effondré. Les souhaits et les rêves de millions de personnes ont été détruits en un instant.

La liberté d'expression est considérablement réduite. La liberté d'association et de réunion pacifique est strictement interdite. L'espace civique est sous forte pression, très surveillé et limité. Tous les jours, nous sommes témoins d'assassinats, de scènes de torture, d'arrestations et de mise en détention de femmes, de défenseurs des droits, de journalistes, de juges, d'avocats. Les femmes ne sont plus autorisées à avoir un emploi au sein du gouvernement, d'ONG ou de médias. Les manifestations de femmes activistes ont été réprimées

dans la violence. Plusieurs défenseurs des droits et employés d'ONG internationales sont actuellement recherchés. Les réseaux sociaux sont surveillés et restreints. Des rapports ont été reçus sur la disparition d'activistes notamment dans les provinces de Balkh, Herat, Ghor et Kaboul. Selon une étude, la situation serait meilleure dans les grandes villes que dans les provinces et les petites villes.

En plus de seize assassinats de défenseurs des droits, de nombreuses personnes sont détenues dans des grandes et petites villes et les membres de leurs familles respectives ne peuvent pas leur rendre visite. Environ cent-cinquante médias et plus de cinq-cent-cinquante organisations de la société civile ont décidé de cesser leurs activités ou ont été forcés de le faire. Depuis, ce phénomène n'a cessé d'aug-

menter et seules les ONG qui fournissent des services sont actives. Les ONG dirigées par des femmes ne sont plus autorisées, les femmes ne peuvent plus travailler et les filles ne peuvent plus aller à l'école ou à l'université, et même dans certaines ONG fournissant des services humanitaires, les femmes ne peuvent travailler sans un *mahram*⁽²⁾.

Dans les provinces, nombre de rapports font état d'assassinats de femmes, de journalistes ou de défenseurs des droits, non revendiqués et non relayés par les médias qui ne sont plus présents dans la plupart des provinces.

Il n'existe plus de mécanismes de surveillance du respect des droits humains, où que ce soit en Afghanistan.

Parallèlement à cette violation des droits, sévit une crise humanitaire qui est une

autre grande tragédie qui aurait conduit, selon certains rapports, des familles à vendre des enfants pour assurer leur survie et celle de leurs autres enfants.

Un soutien international essentiel

En raison de la situation, nombre de défenseurs des droits, journalistes, femmes activistes, juges, avocats, membres de minorités et personnes LGBT ont quitté le pays ou essayent de fuir. Des milliers de personnes ont été évacuées fin août 2021 par les Etats-Unis, le Canada, les pays de l'Union européenne mais aussi les pays voisins de l'Afghanistan, et, dans ces derniers, les personnes doivent encore faire face à de nombreux défis et difficultés.

Le gouvernement français et l'ambassade de France à Kaboul ont protégé et évacué des personnes à un moment critique. Après la prise de contrôle de Kaboul par les talibans, l'ambassade et son personnel ont été transférés à l'aéroport de Kaboul et ils y ont continué leur soutien. L'évacuation de personnes vulnérables s'est arrêtée le 28 août 2021, et beaucoup de personnes qui sont en danger ont été laissées sur place. Elles ont besoin d'une protection et d'un soutien pour être transférées en lieu sûr.

La France est au cœur de l'histoire et de la civilisation européenne. C'est pourquoi il y a de grandes attentes à l'égard du peuple et du gouvernement français pour la défense des valeurs humanistes et des droits fondamentaux en Afghanistan.

Considérant la situation humaine tragique dans mon pays, je demande expressément au gouvernement français et à l'Union européenne de ne pas oublier le peuple afghan et de protéger la vie de ceux et de celles qui sont en grand danger. Je demande à la France de reprendre les évacuations des « personnes à risque » encore en Afghanistan et d'accorder des visas à tous ceux et celles qui vivent dans des conditions très difficiles dans les pays voisins tels que Pakistan, Iran, Ouzbékis-

(1) M. Ahmadi était aussi l'invité d'un webinaire organisé par la LDH le 14 décembre 2021 et portant sur la situation actuelle des défenseurs des droits en Afghanistan. Voir www.ldh-france.org/webinaire-la-situation-des-droits-fondamentaux-en-afghanistan.

(2) Homme de la famille qui accompagne les femmes.

(3) « Les êtres humains sont les membres d'un tout; dans la création d'une essence et d'une âme uniques; si un membre est affecté par la douleur; les autres membres resteront mal à l'aise. »

« Human beings are members of a whole
In creation of one essence and soul
If one member is afflicted with pain
Other members uneasy will remain. »⁽³⁾

(Saadi, poète persan cité par M. Ahmadi)

tan, etc. Les talibans ne doivent pas, de quelque manière que ce soit, être reconnus par le gouvernement français ou tout autre gouvernement occidental, car c'est un groupe terroriste dont la plupart des membres sont connus comme tels et ont commis des crimes internationaux et de graves violations des droits humains dans le passé. Ils figurent pour cela sur la liste noire des Nations unies. A titre d'exemple, le gouverneur de la province de Bamyan, Mullah Abdullah Sarhadi, a été impliqué dans le massacre des Hazaras dans cette province en janvier 2001 et est mentionné dans le rapport spécial du Rapporteur aux droits de l'Homme des Nations unies. Il a également commandé les talibans responsables de la destruction des bouddhas de Bamyan.

Le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies a approuvé le 7 octobre 2021

la désignation d'un Rapporteur spécial aux droits de l'Homme pour l'Afghanistan. C'est une décision très importante que le gouvernement français devrait soutenir, afin qu'une personne qualifiée et engagée soit nommée à ce poste.

Le peuple afghan fait face à une crise humanitaire et à une pénurie de nourriture et il a besoin d'une aide urgente de la communauté internationale pour survivre. Ces dons doivent être faits à des organisations caritatives, par le biais des agences des Nations unies, et en aucun cas directement aux talibans.

J'espère qu'un jour nous serons témoins d'une paix globale et que tous les êtres humains pourront vivre libres et égaux, dans la tolérance des uns envers les autres. ●

Propos recueillis et traduits (depuis l'anglais) par Sophie Giroud, membre du Comité central de la LDH

Un défenseur des droits visé par les talibans

Sayed Abdullah Ahmadi a été directeur exécutif de l'Afghanistan Democracy and Development Organization (ADDO)⁽¹⁾ et président du Civil Society Joint Working Group (CSJWG)⁽²⁾. Il a également été membre du Media High Council of Afghanistan. L'ADDO a notamment mené des campagnes de plaidoyer, de défense et de promotion des droits de l'Homme en Afghanistan ainsi que des formations de militants de la société civile. Elle a également fourni des abris aux femmes qui encourraient des risques de violences domestiques, observé les élections législatives et présidentielles, lutté contre la corruption de l'administration, fourni des services sociaux (abris et nourriture) aux personnes déplacées par la guerre.

Le collègue de Sayed Abdullah Ahmadi, Yousuf Rachid, directeur exécutif de la Free and Fair Election Forum of Afghanistan (FEFA), a été tué le 23 décembre 2020 alors qu'il venait le rejoindre à la conférence de presse devant annoncer la création de la Coalition for Peace Watch. Le nom de M. Ahmadi figurait sur une liste de « personnes à éliminer » des talibans. Après cet assassinat, il a quitté Kaboul avec sa famille pour la France, avec l'aide de l'ambassade de France, de l'ONG Front Line Defenders et de la FIDH.

(1) L'ADDO est accréditée par le Conseil économique et social des Nations unies (UN ECOSOC).

(2) La plus grande organisation de coordination de la société civile en Afghanistan, regroupant plus de mille-trois-cents organisations venant de tout le pays.

S. G.